



Autorité environnementale

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/l-autorite-environnementale-r145.html>

Décision de l’Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur la modification du plan de prévention des risques d’inondation (PPRI) de la commune de Trèbes (11)

n° : F – 076-19-P-019

Décision du 11 juin 2019
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

Le président de la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-076-19-P-019 (y compris ses annexes) relative à la modification du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Trèbes (11), l'ensemble des pièces constitutives du dossier et ses compléments ayant été reçus de la préfecture de l'Aude le 11 avril 2019 ;

Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) à modifier :

- qui porte sur quatre secteurs du territoire de la commune de Trèbes (11) située dans le bassin versant de l'Aude et de l'Orbiel, et qui vise à créer une nouvelle zone réglementaire (« RiO ») qui prévoit l'inconstructibilité stricte des parcelles à acquérir au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs, qui doit permettre la démolition des immeubles qui y sont actuellement présents,
- qui prend en compte le risque d'inondation pour l'aléa « crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau », dont les délais d'alertes ne permettent pas de prévoir une mise en place de mesures de sauvegarde des populations satisfaisantes, les crues recensées étant celles de 1891, 1940, 1970, 1999, et 2018, l'événement majeur étant celle de 1891 (débit de 2 850 m³/s pour un débit centennal estimé à 2 900 m³/s),
- qui ne prévoit pas de travaux dans le cadre du PPRI ;

Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées, ainsi que les incidences prévisibles du plan sur l'environnement ou la santé humaine, en particulier :

- les quatre secteurs concernés, dont 3 sont en rive droite de l'Aude, deux concernant des habitations (près d'une trentaine d'habitations), le troisième comprenant des bâtiments publics (piscine municipale, camping « À l'ombre des micocouliers » offrant 70 emplacements et cinq mobil-homes pour quatre personnes, et école maternelle de l'Aiguille accueillant 68 élèves), et le quatrième comprenant le stade municipal et un EHPAD de 48 lits accueillant des personnes âgées dépendantes,
- les enjeux concernant environ 300 personnes dont le dossier indique qu'elles sont susceptibles de dormir la nuit sur place et le double qui peuvent être potentiellement présents sur les secteurs,
- l'existence de deux espaces naturels sensibles « Fleuve Aude » et « Canal du midi », du site classé « Canal du midi » et du périmètre de protection du monument historique « église Saint-Michel »,

- la possibilité que la modification du PPRI de Trèbes ait des effets positifs sur les parcelles artificialisées classées en RiO qui revêtiront un caractère naturel après déconstruction,
- la prise en compte de l'existence d'une surface de 25 ha classée en zones à urbaniser dans le document d'urbanisme, ne présentant en majorité pas de sensibilité environnementale connue et suffisante pour accueillir les relocalisations potentiellement induites par la modification du PPRI de Trèbes (évaluées à 5 ha environ) ;

Concluant que :

- la modification du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Trèbes n'est, en plus de la réduction des risques qu'elle permet, pas susceptible d'avoir des incidences notables négatives sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Trèbes (11), n° F-076-19-P-019, présentée par la préfecture de l'Aude, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas du respect des obligations auxquelles le plan présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'Autorité environnementale. Cette décision doit également figurer dans le dossier d'enquête publique ou le cas échéant de mise à disposition du public (article L. 123-19).

Fait à la Défense, le 11 juin 2019,

Le président de l'autorité environnementale,



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.